

La Paix ?

ENFIN, on négocie, après avoir inutilement sacrifié pendant de longues années des vies humaines et des milliers de milliards.

Ne vous imaginez surtout pas que le problème est résolu. D'énormes difficultés subsistent. Les points de vue des interlocuteurs sont loin d'être identiques en ce qui concerne même l'ordre du jour. Les textes des déclarations diffèrent par ce qu'ils contiennent et, plus encore, par leurs silences.

Ils prêtent à des interprétations divergentes pour la plus grande joie des pêcheurs en eau trouble.

Les colonialistes, qui n'ont rien appris, ni rien oublié, encouragés par le recul total du pouvoir le 6 février 1956 et le 13 mai 1958, et par son recul partiel le 24 janvier 1960, ont déjà multiplié leurs efforts pour torpiller les chances de la paix. Ils sont décidés à exercer une pression vigoureuse sur le chef de l'État et espèrent une fois de plus trouver des complicités agissantes au sein des féodalités militaires, parmi les hauts fonctionnaires et — pourquoi ne pas le dire ? — à l'intérieur du gouvernement lui-même. L'Histoire comprendra difficilement qu'au lendemain de l'émeute du 24 janvier, M. Debré n'ait pas été chassé de l'Hôtel Matignon. Les intrigues qui se trament autour de lui ne sont ignorées que de ceux qui veulent fermer les yeux à l'évidence. On frémit à l'idée que le rédacteur du Courrier de la Colère et son entourage peuvent jouer un rôle dans des pourparlers de paix !

RIEN ne serait plus dangereux qu'un optimisme béat confondant l'ouverture des négociations avec leur succès. La conférence

au sommet nous a prouvé qu'il ne suffisait pas de réunir quelques personnalités pour aboutir à d'heureux résultats.

Réjouissons-nous du moins que la démystification de nos concitoyens soit commencée. Dans ce journal même, sous la signature de Jean Rous, qui tenait ses informations de la source la plus directe, nous avons indiqué que Ferhat Abbas était prêt à venir à Paris pour y discuter avec le président de la République, en même temps que le « cessez-le-feu », les conditions dans lesquelles s'exercerait le droit reconnu au peuple algérien de fixer sa propre destinée.

Mais la presse gouvernementale, officielle et autocensurée, c'est-à-dire la quasi-totalité de la presse française, s'était bien gardée de révéler que la paix était possible.

LE 28 JUIN
JOURNÉE
D'ACTION
pour la Paix
en Algérie

IL faut continuer d'éclairer une opinion hier abusée et qu'on tente aujourd'hui d'endormir, en lui laissant croire que la négociation étant amorcée, elle peut relâcher sa vigilance

et se préparer à partir tranquillement en vacances.

Comme nous le leur avons demandé dans notre appel, les forces de la paix et de démocratie doivent au contraire se considérer comme mobilisées pour une période qui peut être longue, exercer, comme le font nos adversaires, une pression constante sur le pouvoir, prévoir des ripostes rapides et décisives à toutes les menaces des factieux. On ne peut plus nier l'étendue des catastrophes engendrées par l'abdication républicaine du 13 mai 1958.

Nous ne devons pas, moins que jamais, nous en remettre à un seul homme du soin de régler notre sort. Totalement indépendants de tous les régimes, nous lançons un grand cri d'unité à ceux qui veulent non bêler ou implorer la paix, qui est l'affaire de tous, mais l'imposer face aux jusqu'aboutistes groupés derrière MM. Soustelle, Lacoste et toute la série des comploteurs de Vincennes et autres lieux. Les manifestations du 28 juin auront à cet égard une grande importance.

Nous ne sommes plus acculés à la défensive, le dos au mur. Le réveil républicain nous permet les plus belles espérances : animés de l'esprit d'offensive, nous voulons d'abord gagner la bataille de la paix,

Eduard DEPREU X

LE P.S.U. COMMUNIQUE :

« Le P.S.U., qui a toujours affirmé que l'ouverture des négociations était la condition d'un règlement du problème algérien, se réjouit que des pourparlers soient sur le point de s'engager entre le gouvernement français et le G.P.R.A.

« Il apparaît cependant que les divergences qui séparent encore les deux parties seront exploitées par tous les adversaires d'une solution négociée et d'une application loyale du principe d'autodétermination du peuple algérien.

« Pour que ces manœuvres soient déjouées, il faut que toutes les forces de paix se considèrent comme mobilisées dans les jours qui viennent et se préparent à jeter tout leur poids dans la balance.

« La préparation de la Journée Nationale du 28 juin doit être menée avec une vigueur et une combativité accrues. Il faut dès maintenant saisir toutes les occasions de manifester la volonté de paix.

« La situation impose plus que jamais l'élimination de tous les obstacles à **l'union** et à la cohésion de tous ceux qui sont résolus à obtenir la **paix par la négociation**. »